



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Autres contributions de la session (résumés)

Citer ce document / Cite this document :

Autres contributions de la session (résumés). In: Économie rurale. N°172, 1986. L'intensification en question nouveaux termes pour un vieux débat. 2e partie. pp. 29-30;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1986.3747>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1986_num_172_1_3747

Fichier pdf généré le 08/05/2018

AUTRES CONTRIBUTIONS DE LA SESSION

(INA PG, 25-26 septembre 1985)

LE SURPLUS DE PRODUCTIVITÉ DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE
ET SA RÉPARTITION : ÉVOLUTIONS RÉCENTES

Antoine LAUBIE*

La méthode des comptes de surplus de productivité globale appliquée à l'agriculture française permet de calculer les gains et les pertes de productivité de l'ensemble des facteurs de production de la branche. L'accent est mis ici sur l'aspect méthodologique, en testant un grand nombre de variantes, afin de mesurer la sensibilité des résultats aux conventions retenues. Ensuite on étudie l'évolution récente du surplus de productivité de la branche agriculture de 1979 à 1984 ainsi que sa répartition entre les différents agents économiques.

* CERC, Paris.

L'ÉVALUATION DE LA PROTECTION EXTÉRIEURE D'UNE AGRICULTURE :
PROBLÈMES MÉTHODOLOGIQUES

L. TUBIANA*, C. ROGER*, G. FLICHMANN**

L'évaluation de la protection extérieure d'une agriculture pose de nombreux problèmes de méthode. Laurence Tubiana et Guillermo Flichmann montrent les difficultés d'estimation et d'interprétation des indicateurs classiques de protection nominale et de protection effective des agricultures. Claude Roger propose une approche budgétaire de la protection globale dont bénéficient les agricultures, la protection extérieure n'étant qu'une partie du soutien et de l'organisation des marchés agricoles.

* INRA Montpellier. ** IAMM, Montpellier.

INTENSIFICATION ET FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE AGRICOLE

M. JAMET*

Le Budget annexe des Prestations sociales agricoles (BAPSA) s'élève pour 1985 à plus de 62 millions de F (le financement professionnel s'élève à 13 milliards de F). La philosophie du BAPSA, voté annuellement en équilibre par le Parlement, impose certaines contraintes : p. ex. le rendement des cotisations est fixé a priori et ne peut donc dépendre des performances annuelles de l'agriculture au niveau national. La même logique se maintient au niveau individuel où le montant des cotisations est fixé à partir d'une assiette cadastrale indépendante de la production. Un correctif au revenu cadastral est apporté au niveau départemental avec la création de coefficients d'adaptation, composés en partie de RBE et de RNE, et, au niveau individuel, de sa définition des revenus cadastraux théoriques. Toute modification du système pose des problèmes de fonds (nature des cotisations sociales ?) et soulève des questions techniques liées à la disponibilité des informations. La Mutualité Sociale Agricole, du fait de son caractère mutualiste et décentralisé, recherche un système où la prise de décisions s'effectuerait le plus près possible du cotisant, condition impérative pour que le système de cotisations réponde aux attentes de chacun en matière de justice et d'équité.

* CCMSA, Paris.

FISCALITÉ RÉELLE ET INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS

P.H. DEGRÉGORI*

Jusqu'à un passé récent, la fiscalité et la gestion en agriculture sont restées des disciplines cloisonnées. L'actuelle **extension de la fiscalité réelle** ne peut manquer d'avoir des effets sur les **décisions de gestion de l'exploitant** : effets difficilement mesurables mais décelables (choix des productions, des investissements, financement, politique de main-d'œuvre...). Ces effets ont-ils une incidence sur une plus ou moins grande intensification des exploitations ? (bénéfice réel et fuite devant l'impôt ; fiscalité réelle et biens à rotation longue ; choix des investissements). **Le bénéfice réel, avec le cycle investissement/amortissement, paraît reposer sur une logique de la croissance**, mais pas n'importe quelle croissance. Les achats de terre ne sont pas facilités par les mécanismes du bénéfice réel (problèmes des améliorations foncières, plantations, bâtiments d'élevage lourds...). Mais en revanche, **les exploitants au réel sont incités à développer des productions exigeant peu ou pas de surfaces, à intensifier leurs productions, à développer leurs activités vers la transformation, le conditionnement, et la commercialisation de leurs produits...**

* APCA, Paris.

LES NOUVELLES FORMES DE LA DISTRIBUTION DU CRÉDIT

M. CLAVÉ*

La politique du crédit doit intégrer les nouvelles données de la répartition des facteurs de production (déplacement des centres de décision, jeu des avantages comparatifs...) **Marché et décision d'investissement**: le risque économique de filière (la production suit la transformation plutôt qu'elle ne la précède, mettant les agriculteurs en situation de sous-traitance...) nécessite l'élargissement du champ d'application de la notion bancaire de risques liés au secteur agricole. La rigidité des financements peut s'avérer comme un obstacle à une plus grande flexibilité des exploitations agricoles.

Crédit et désinflation: l'endettement de solidarité (des années 70) appartient au passé. On constate une stagnation du chiffre d'affaires (quotas) et un accroissement du poids de l'endettement par suite de la désinflation. La modernisation des exploitations s'est appuyée sur un considérable effet de levier (importance redonnée à la rentabilité propre de l'investissement, au retour d'investissement...).

En conclusion, la politique de modernisation ne peut plus s'appuyer sur le soutien des prix.

* FNCA, Paris.

TENDANCES NOUVELLES DE LA GESTION

Pierre LEQUEUX*

L'acte de gestion devient un art dans le cadre actuel où doit vivre l'agriculture. Il faut produire plus, mieux, dépenser moins... **Produire plus**, mieux, c'est possible, par l'amélioration des techniques culturales, une plus grande efficacité commerciale, et l'introduction des nouvelles productions qui bénéficient d'un environnement commercial favorable.

Dépenser moins, c'est aussi possible: — en appréciant de plus en plus finement l'impact de la somme engagée dans les charges proportionnelles sur le produit final et donc sur la marge, — en recherchant des structures d'exploitation économes: il faut savoir trouver des combinaisons d'assolement permettant de tirer le maximum des potentialités du sol, utiliser les formules sociétaires qui permettent de partager les charges d'investissement, réintroduire de la valeur ajoutée dans les exploitations (fabrication d'aliments à la ferme, réparation du matériel pendant les périodes creuses...), faire jouer la concurrence en amont et en aval de l'exploitation.

En conséquence, comme toute personne active de la société, l'agriculteur doit se considérer en formation continue... Dans l'immédiat, il doit acquérir une maîtrise fonctionnelle de l'outil informatique qui par sa capacité à trier, comparer et calculer, devient un des outils majeurs de l'avenir.

* CDGEA de l'Aisne.

ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES D'AVENIR DES SYSTÈMES D'AIDE A LA DÉCISION

J.M. ATTONATY*

Dans les cinq dernières années l'informatique a montré qu'elle pouvait largement concourir au développement des systèmes d'aide à la gestion technique et économique. Télématicque, micro-informatique voire caleulettes programmables ont servi à de nombreuses applications.

Toutefois ces applications conservent en général un caractère expérimental. Le coût élevé de développement de logiciel facile à utiliser doublé de la fréquente non comptabilité des logiciels et des données est une première explication; l'absence de réseau de diffusion digne de ce nom fournissant formation, logiciel, assistance est sans doute la deuxième explication.

* INRA Grignon.

LA POLITIQUE DES STRUCTURES EST-ELLE ADAPTÉE A LA SITUATION PRÉSENTE ?

P. COULOMB*

* INRA Economie Paris.